22me Année. — N° 4845 Bureaux : rue Nain, 1 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES Edition A Mardi 10 Juillet 1877

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 12.50
» » Six mois. . . 25.»
» » Un an . . . 50.»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LEGALES* et *JUDICIAIRES*

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :
Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Laffite et Cie, 34, rue Notre-Dame des-Victoires, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'Office de Publicité.

COURSES DES EFFETS PUBLICS
(Service commercial)

7 Juillet

3 0/0	. . . . .	70 10
4 1/2.	. . . . .	100 75
Emprunts	(5 0/0). . . .	107 05

9 Juillet

3 0/0.	. . . . .	70 10
4 1/2.	. . . . .	100 20
Emprunts	(5 0/0). . . .	107 05

9 JUILLET

Service particulier du Journal de Roubaix.

Actions	Banque de France	3067 00
»	Socié. géné. détache	480 00
»	Crédit foncier de France	681 00
»	Chemins autrichiens	471 00
»	Lyon	1015 00
»	Est	617 00
»	Ouest	680 00
»	Nord	1260 00
»	Midi	765 00
»	Suez	652 00
6 0/0	Péruvien	00 0/0
Actions	Banque ottomane (ancienne)	000 00
»	Banque ottomane (nouvelle)	338 00
Londres court		25 17 1/2
Crédit Mobilier		126 00
Turc		8 90

DEPECHES COMMERCIALES

New-York, 9 juillet.

Change sur Londres, 4,88 0/0; change sur Paris, 5,13 0/0.
Valeur de l'or 105 1/4.
Café good fair, (la livre 19 3/4)
Café good Cargoes, (la livre) 20 3/8.
Marché ferme.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et Cie, représentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymonprez :

Havre, 9 juillet.

Ventes 300 balles, marché calme, mais très ferme.

Liverpool, 9 juillet.

Ventes 10,000 balles, marché disponible, ferme, livrable, 1/32 de hausse.

New-York, 9 juillet.

12 1/4.
Recettes du premier jour 1,000 b.

ROUBAIX 9 JUILLET 1877.

Bulletin du jour

Un des faits les plus attristants et les plus humiliants de ce temps, c'est de voir une partie de la presse française chercher à l'étranger des arguments contre ses adversaires. M. Gambetta et les 363 ont donné, les premiers, l'exemple de ce scandale nouveau. Ecœurant symptôme du mal qui nous mène peu à peu à une irrémédiable décadence ! Soyez républicains, soyez radicaux, si vous croyez que la France peut retrouver sa grandeur et sa prospérité passées dans la République et dans le Radicalisme; mais ne nous dites pas que vous voulez être républicains et radicaux, parce que la République et le Radicalisme plaisent aux ennemis les plus acharnés de la Patrie. N'affichez pas ce cynisme et ce déshonneur. Vous êtes un parti nombreux; vos organes sont lus au dehors, où l'on tient compte de vos opinions, de vos pensées, de vos projets. Calomniez-nous, déchirez notre histoire, ternissez nos gloires nationales, insultez notre clergé : vous ne ferez que ce qu'ont fait vos pères de la Révolution; vous n'apprendrez rien au monde qui les a vus à l'œuvre, et qui vous juge comme il les a jugés.

Mais ne faites pas dire que la France est finie, qu'elle en est arrivée à ce degré d'abaissement, que ses propres enfants implorent l'aide de ses ennemis dans leur luttes politiques.

Chaque matin, nous trouvons, dans les feuilles de la coalition républicaine-radicale-communarde, des extraits de journaux étrangers où l'on apprécie la politique du gouvernement et l'attitude des conservateurs français; ce sont les journaux allemands que l'on choisit de préférence. Si révoltant que soit ce procédé, il pourrait produire dans certains esprits quelque hésitation et égarer une fraction de l'opinion.

Il importe d'exposer la véritable situation sur ce point.

Il y a, dans tous les pays, des journaux conservateurs et des journaux révolutionnaires.

Les premiers ont, unanimement applaudi à l'acte du 16 mai; les autres l'ont blamé, plus ou moins vivement, selon la nuance qu'ils représentent.

Voilà la vérité.

Les premiers défendent énergiquement la politique du Maréchal; les autres l'attaquent et se servent des arguments des radicaux français, comme ceux-ci, à leur tour, leur empruntent leurs articles.

En Belgique, par exemple, tous les journaux de droite, sans exception, soutiennent le Président; les organes de gauche lui sont hostiles. Nos lecteurs peuvent aisément vérifier le fait par eux-mêmes.

Les articles hostiles au Maréchal sont, souvent envoyés de France, par des collaborateurs — des exilés politiques, pour la plupart — en relations suivies avec les chefs du radicalisme français. On peut lire assez souvent dans tel ou tel journal allemand des lettres de Paris qui ne sont que des traductions de la *République française* ou d'un autre organe de l'opposition.

Les révolutionnaires étrangers ne font, du reste, que rendre à leurs amis de France les services que ceux-ci leur ont prodigués en 1859, en 1866 et dans l'affaire du *Kulturkampf*.

Nos feuilles républicaines ont publié, avec une joie non déguisée, ces jours-ci, un article de la *Post*, de Berlin, au sujet de la visite faite récemment à Ems, à l'Empereur Guillaume, par l'ambassadeur de France. Dans cet article, on représente le gouvernement du Maréchal comme inféodé au cléricalisme, au « parti-prêtre », pour parler comme les libéraux de la Restauration : on déclare que le triomphe de ce parti amènerait fatalement la guerre. C'est, on le voit, la thèse soutenue par M. Gambetta et ses amis, qui se sont empressés de s'emparer de cet article et de le donner à leurs lecteurs.

Mais il ne faudrait pas croire que l'opinion publique en Allemagne accepte une sottise aussi monstrueuse.

Un journal protestant — protestant, remarquez bien — organe important du parti conservateur allemand, la *Neue Reichszeitung* (*Nouvelle Gazette de l'Empire*) a répliqué à la *Post*. Voici en quels termes il s'exprime :

La *Post*, de Berlin, nous dit que c'est « son devoir envers l'Allemagne et envers » l'Europe de signaler les dangers menaçants » qui résultent uniquement pour nous de la » domination des ultramontains sur la » France. » Des raisons, — ce qui vaudrait mieux que ces vagues généralités, — on n'en peut donner une seule et, en effet, la réalité, les faits n'offrent rien de saisissable. *Les actes officiels du gouvernement du 16 Mai sont sans exception inattaquables par une aussi scrupuleuse circonspection que les actes du dernier ministère napoléonien. Il y a sept ans, l'étaient par une outrecuidance provocante. Or, nous autres Allemands, nous n'avons à voir qu'une chose, la façon dont un gouvernement étranger se conduit envers nous.* **Quant à ce qu'il fait chez lui, qu'il soit « libéral », « ultramontain » ou ce qu'il voudra, cela ne nous regarde aucunement.** C'est une légèreté inqualifiable que d'aller signaler de tels faits, tout intérieurs, (*solche Internas an sich*) comme un danger menaçant dont on doit avertir l'Allemagne et l'Europe.

Un digne pendant à cette sottise, c'est cette affirmation que « dans les circonstances actuelles, les républicains sont en France le » parti qui offre le plus de chances d'un long » maintien de la paix. » Il y a encore ici uniquement le reflet de cette sympathie pour le *Culturkampf*, qui unit les officieux allemands et les rouges de France. Car, si on la considère en elle-même, cette affirmation renferme la plus grossière absurdité. Le monde actuel a la mémoire bien courte; mais il en sait pourtant assez pour se rappeler que les deux « chefs de la coalition républicaine », — comme les appelle la *Post*, — M. Thiers et M. Gambetta, ont été de longue date à la tête du parti de la guerre en France. C'est M. Thiers qui, en 1840, ministre de Louis-Philippe, voulait tomber brusquement sur nous; c'est M. Thiers qui, par ses ouvrages « historiques », a, plus que personne, contribué à réveiller le chauvinisme national. Enfin, comme président de la République, M. Thiers a été le plus infatigable promoteur de la réorganisation de l'armée. *Quant à M. Gambetta, à son nom se rattache historiquement l'idée de la politique de revanche, que les officieux de Berlin attribuent aujourd'hui aux « ultramontains », simplement parce que ces officieux ne peuvent supporter la pensée qu'il n'y aura pas de* CULTURKAMPF *en France.*

En reproduisant ces lignes, nous ne voulons que montrer, une fois pour toutes, que l'opinion modérée en Allemagne ne redoute nullement un coup de tête, une déclaration de guerre de la part du gouvernement français. Le parti révolutionnaire seul soutient cette thèse odieuse et ridicule, d'accord en cela avec nos radicaux.

Nous examinerons bientôt la raison, la cause de cette alliance anti-patriotique, mais essentiellement logique.

ALFRED REBOUX.

Qui pourra accomplir les réformes économiques ?

Nous avons trop de fois déjà exposé ici même les graves défauts de notre système d'impôts de consommation pour avoir besoin d'y revenir encore bien longuement. Il ne faut cependant pas laisser cette grave question dans l'oubli, surtout dans le moment que nous traversons. La raison en est simple : ce sont les conservateurs qui l'ont soulevée les premiers et qui seuls, comme il nous sera facile de le démontrer, sont capables d'en mener à bien la solution; tandis que les radicaux — fussent-ils de la nuance un peu plus pâle des opportunistes — bien que s'en étant emparés depuis quelques années comme d'une arme électorale, ne s'en sont servis que pour de mauvais motifs. Quant à avoir fait avancer la question d'un pas, bien habile celui qui le démontrerait, bien osé celui qui tenterait de l'affirmer !

Le tort des conservateurs, malgré toutes les circonstances atténuantes qu'on peut leur accorder, n'en existe pas moins. Ils ont fait beaucoup de théories et de déductions sur les inconvénients de notre système d'impôts pesant sur les objets de consommation; ils ont reconnu le mal; ils ont même trouvé le remède qui est à nos yeux le plus sensé, le plus pratique, et en même temps celui qui doit peser le moins sur nos finances : l'abaissement modéré et successif des taxes; mais toujours ils ont été arrêtés par l'impossibilité de trouver pour cela les avances d'argent nécessaires.

Nos budgets ont été, en effet, de plus en plus difficiles à équilibrer depuis trente ans. Jamais la marche des impôts ne s'est arrêtée dans le sens de la progression, on en a toujours créé de nouveaux, bien rarement on en a modéré ou supprimé, et l'on a eu bien soin de remettre l'exécution du programme de l'abaissement des taxes aux jours où nos finances auraient fait quelques économies. Ce temps heureux n'est point venu, hélas! et nous ne le voyons guère venir sous la république, que l'on nous avait cependant présentée comme le gouvernement le plus économique. Nous savons désormais à quoi nous en tenir.

L'empire, qui ne manquait pas d'audace dans la solution des questions économiques, n'a pas hésité à conclure les traités de commerce dans le sens du libre échange. Il prévoyait certes que le pays en profiterait ; mais l'audace qu'il avait pour nous, en ce cas spécial, ne coûtait rien à ses finances déjà besoigneuses.

Notre industrie courait seule des risques. Eh bien ! si l'empire n'a pas osé entreprendre la réforme économique des taxes à l'intérieur, comme il avait osé résoudre la réforme des tarifs internationaux, ce n'est pas qu'il ne sût fort bien que la modération des impôts de consommation en augmentait peu à peu les produits en permettant à de nouvelles couches de consommations de se révéler ; mais, pour opérer cette réforme, il fallait de l'argent pour combler, au moins pendant les premiers temps de mise en œuvre, les déficits que cette opération pourrait produire.

Cet argent, on ne l'a jamais trouvé. On ne l'a d'ailleurs que médiocrement cherché pour cet emploi : il y avait tant d'autres trous béants et profonds à boucher !

Nous en sommes toujours là. Comme les dépenses s'accroissent d'année en année, aussitôt que l'on parle d'une réduction d'impôt, le ministre des finances entre en syncope, murmurant d'une voix éteinte qu'on lui rend impossible l'équilibre de son budget. Alors on passe par les désirs d'un homme si malheureux, et l'on crée bien vite un nouvel impôt qui ne suffira peut être pas à combler les déficits que lègueront à l'exercice suivant les inévitables crédits supplémentaires. Tous les ans c'est la même comédie, les mêmes générosités sur le dos des contribuables de l'autre. Bref, le pays paye, paye encore, paye toujours !

Ce ne sont pourtant pas les impôts qui manquent chez nous pour rendre nos finances prospères. Nous n'en avons bien que trop. C'est seulement parce qu'ils sont devenus trop lourds que le nombre des consommateurs ne devient pas plus considérable. Ne vaut-il donc pas mieux pour nos finances que deux consommateurs lui payent chacun 50 centimes qu'un seul lui en verse 75? Poser la question, c'est la résoudre.

Prenons un exemple : En ce moment, le sucre se vend 1 fr. 60 à 1 fr. 70 le kilogramme. Sur ce prix, le consommateur paye 70 à 75 centimes par kilogramme à l'Etat. Au prix de 1 fr. 40, combien de consommateurs restreignent leur consommation, combien d'autres se privent presque absolument de cet aliment? Eh bien ! beaucoup d'économistes n'hésitent pas à croire qu'un abaissement d'un tiers dans la taxe du sucre doublerait la consommation. On voit de suite l'intérêt que le Trésor et notre production trouveraient dans une semblable mesure.

Il ne faudrait pas croire que les économistes dont nous parlons s'en prennent de la sorte sans données sérieuses à l'appui de leur opinion. Les preuves ne leur manquent pas, et s'il leur a toujours été fort difficile de trouver ces preuves-là chez nous, — par la bonne raison qu'on y réduit bien rarement les impôts — ils ont pu au moins faire leurs observations chez les nations dont l'état des finances a permis des expériences de ce genre, expériences qui ont toujours bien tourné pour le pays au bout d'un certain laps de temps.

Nous parlions du sucre tout à l'heure. Grâce à l'impôt, il a été cher aussi en Angleterre. En ce temps-là qu'arrivait-il ? Les Anglais en consommaient en moyenne, comme nous le faisons à l'heure qu'il est, de 7 à 8 kilog. par habitant et par an. Comme certains en consommaient pour leur part jusqu'à dix fois plus, on voit de suite combien d'autres n'en consommaient pas du tout ! Eh bien ! chaque fois que l'impôt du sucre a été abaissé, le nombre des consommateurs s'est accru et la quantité consommée a augmenté. Aujourd'hui, le sucre ne supporte plus de taxe au delà de la Manche, et la moyenne de la consommation annuelle y dépasse 27 kilog. par habitant !

La démonstration est-elle assez claire ?

Rappelons-nous donc seulement ce qui s'est pas é pour la réduction de la taxe des lettres chez nous. Aujourd'hui, que cette taxe a été réduite des trois quarts ne rapporte-t-elle pas beaucoup plus qu'autrefois ?

Voilà ce que tout le monde sait en France aujourd'hui. Gambetta l'a sans doute appris en feuilletant superficiellement les pages de nos grands économistes. Il en a fait son profit. Ce n'est pas qu'il est grand espoir de réaliser le problème posé et que l'on ne peut résoudre qu'avec de bonnes finances, et par conséquent qu'avec une bonne politique, — deux choses qui jurent assez avec ses antécédents; mais il s'est bien vite empressé de jeter cet os à ronger à ses électeurs de Belleville. Cela figure en effet dans le fameux pacte de 1869.

Mais avec quoi les gens de son bord arriveraient-ils donc à l'exécution de cette partie du programme de Belleville ? Il serait vraiment difficile de le dire, lorsque l'on sait qu'elle ne peut être réalisée que par un peuple en pleine prospérité, ayant des finances en pleine voie d'économie ou inspirant assez de confiance aux capitaux pour les intéresser à des opérations économiques de l'importance de celles qui seraient exigées par la suppression des octrois et la révision de notre système d'impôts. Voilà la vraie question.

(*A suivre.*)

La *Gazette de Strasbourg* (officielle) nous donne aujourd'hui l'explication de la mesure de suppression qui a frappé l'*Industriel alsacien*.

Il paraît que ce journal est supprimé pour avoir reproduit une lettre d'un Anglais, M. Henri Richard, à M. Jean Dolifus, lettre dans laquelle le citoyen anglais appuyait chaleureusement la motion de M. Dolifus de rendre l'Alsace-Lorraine à la France.

Le journal a donc été frappé à cause de ses opinions françaises.

LA GUERRE

Le bombardement de Roustchouk

25 juin.

Le dimanche 24 juin, il faisait sur le Danube une chaleur tropicale, pas un souffle d'air pour rafraîchir l'atmosphère. Selon l'usage du pays, la plupart des habitants faisaient la sieste, les Bulgares à l'ombre, dans leur petits jardins, les Turcs dans leurs casernes et leurs camps.

Tout à coup, vers quatre heures de l'après-midi, un coup de canon se fait entendre; on n'y prit presque pas garde, attendu que précédemment de fréquents coups de canon avaient été tirés sur les forts sans grand dommage pour les habitants. Mais cette fois-ci le feu se généralisa bientôt: toute la rive du Danube, depuis le promontoire de Slobosia jusqu'à Giurgevo n'était qu'une ligne de fumée; les gros canons de siége tonnaient avec une précipitation lugubre et les obus tombaient çà et là. L'islaffane, ou hôtel de l'endroit, où précédemment une colonie de journalistes avait établi sa résidence, fut tout d'abord visité par cinq ou six projectiles qui brisèrent les arbres du jardin. Depuis quelques jours, tous mes collègues étaient partis pour Choumla. J'étais seul au logis. A droite, quelques obus effondraient les maisons; à gauche, le consulat d'Angleterre avait déjà reçu deux projectiles, lorsque le consul hissa un grand pavillon plus visible que le premier.

Cette mesure de précaution sembla au contraire activer le feu; je comptai en moins d'une heure, six nouveaux projectiles éclatant avec fracas dans la jolie maison du consul; un coin de la maison s'écroula avec fracas, le mur du jardin roula à terre, une épaisse fumée, mêlée de poussière, sortait par les fenêtres; un chien hurlait dans la maison, les kavas couraient de part et d'autre et autour du pavillon pleuvaient les projectiles; j'en ai compté au moins une trentaine. Près du consulat anglais, le consulat de France a été épargné, quoique les projectiles aient creusé le sol du jardin et brisé les barrières. Vers 6 heures 1/2, au moment où M. Read, consul anglais, courait chez M. Aubaret, consul de France, je vis de la fenêtre du corridor de l'islaffane un projectile éclater dans la chancellerie du consulat anglais. Le fracas fut tel que toutes les fenêtres en tremblèrent. Le feu cependant continuait sur la ville; les obus tombaient les uns après les autres avec une précision extraordinaire; les maisons construites en pisé ne s'écroulaient heureusement pas toutes, mais elles laissaient passer les projectiles et les éclats, qui volaient de toutes parts, blessant les uns, tuant les autres. D'une mosquée partaient des cris déchirants: un obus venait de l'effondrer, laissant debout le haut minaret au sommet duquel un kodjia regardait désespéré ce désastre général.

Vers sept heures du soir, plusieurs centaines de projectiles avaient déjà frappé le quartier turc et celui des juifs espagnols. Il y eut là des scènes vraiment navrantes, des familles surprises couraient affolées à travers les rues; là des blessés tombaient; les chiens, ces innombrables prolétaires des rues turques, hurlaient en courant de tous côtés ; un nuage de poussière et de fumée s'élevait au-dessus des petites maisons de ces quartiers.

Nous marchions avec précaution, nous jetant à terre dès que le sifflement sinistre du projectile se laisait entendre. En moins d'une heure, nous avons dû nous arrêter vingt fois. Des batteries du bord du Danube, le feu turc était très-vif, les coups répondaient à ceux des batteries russes avec vivacité; mais beaucoup de projectiles éclataient avant d'arriver au but.

Vers huit heures, un obus éclatait près de la maison de l'ancien consul d'Allemagne, dans une batterie nouvellement installée ; il tuait et blessait plusieurs soldats; à partir de ce moment, dix obus écrasèrent la maison, pendant que plus bas des vapeurs ancrés dans l'embouchure du Lom coulaient lentement à fond.

Vers neuf heures du soir, le feu russe fut particulièrement violent; puis peu à peu il cessa entièrement; les Turcs lancèrent un dernier coup d'une de leurs grandes pièces de siége, puis le calme succéda à cet orage de poudre et de fer. En aval du fleuve, les batteries turques venaient de répondre au feu des Russes sur la ville en bombardant Giurgevo. La malheureuse cité roumaine reçut bon nombre de projectiles. Ses grands édifices qui bordent le petit golfe du Danube offraient ce matin à nos yeux un spectacle lamentable : on voyait les grandes brèches béantes, les éboulements de la berge, les coupoles des églises démolies. Mais la ville était déserte, et il n'est pas jusqu'à la grande caserne grise, que nous voyons d'ici, qui n'avait été évacuée.

Le même soir, nous avons parcouru toute la ville en compagnie de quelques-uns des consuls ; les désastres sont moins considérables que l'on aurait pu le croire, attendu que dans les quartiers turcs les maisons sont petites, basses, offrant peu de résistance. Cependant chaque rue et ruelle a ses victimes : les uns sont morts frappés au sein de la famille, d'autres ont été tués en fuyant, des femmes et des enfants ont été tués au milieu des leurs ; les blessés le sont en général horriblement ; ce sont des membres arrachés du corps ou écrasés sur le corps ; une belle fille de 18 ans a eu les pieds littéralement enlevés des jambes, les blessures étaient horribles à voir ; ce matin l'enfant vivait encore. M. le consul d'Allemagne Orzen a eu un obus dans sa maison ; M. Gobernalis, consul d'Italie, en a eu plusieurs dans son jardin ; un éclat a touché son cheval. Les Bulgares ont peu souffert dans leur quartier turc ; néanmoins beaucoup ont été frappés dans les diverses rues de la ville, et on peut dire que sur une centaine de victimes, les Francs, tant bulgares que juifs espagnols ou autres, comptent pour un bon tiers.

Vers neuf heures et demie le feu a complétement cessé : la ville avait un aspect lugubre ; on courait ici et là avec ces lanternes à main que chez nous on n'allume que pour les jours de fête et de joie ; Roustchouk n'étant pas éclairé, chaque habitant ou soldat qui veut sortir le soir est obligé de se munir d'un *phanar*. La plupart de ceux-ci sont des ballons chinois. On voyait donc, à la lueur douce de ces lumières, enlever les morts et les blessés, qu'on plaçait dans les chariots pour les conduire dans les hôpitaux. Ces établissements sont, du reste, peu sûrs ; presque tous ont reçus des obus ou des éclats et des malades ont été blessés. La nuit qui a suivi cette sanglante journée a été triste : chacun se demandait si à l'aube le tir recommencerait ; mais la nuit a passé, le soleil s'est levé radieux, aucun coup de feu ne s'est plus fait entendre.

Dans la nuit, les prêtres orthodoxes vont de maison en maison assister les blessés et consoler les familles. En ce moment la population fuit en masse hors des portes ; un crieur public annonce que le bombardement recommencera ; l'autorité engage les habitants à partir ou à s'enfermer dans les maisons; on va fermer les portes de la ville.

P. S. — Lundi, 6 heures du soir. La journée s'est écoulée tranquille, mais à l'instant même le feu recommence, et les obus tombent de nouveau sur le quartier turc ; tout cela a l'air de représailles.

(*Indépendance belge.*)

Feuilleton du *Journal de Roubaix* DU 10 Juillet 1877

— 37 —

LA PRINCESSE OGHÉROF

PAR HENRY GRÉVILLE

XXV

(*Suite.*)

On entendit les éperons de Serge courir sur le parquet ; il parut enfin, saisit la main de sa femme, et s'avança posément avec elle jusqu'aux pieds de l'aïeule : celle-ci se leva pour les bénir avec le pain et le sel qui les attendaient sur un plateau.

— Soyez les bienvenus dans votre maison, sous la garde du Seigneur, dit-elle gravement. Puis elle leur tendit les bras : — Embrassez-moi, mes enfants. D'où venez-vous ?

Nastia se mit à rire.

— Chut ! fit-elle, en posant un doigt sur ses lèvres, c'est un secret, mon mari m'a défendu de le dire.

— Vous saurez tout, grand'mère, dit Serge avec impatience, seulement pas encore tout de suite. C'est un secret.

— Allons, soit ! dit l'aïeule en souriant. Jouez à cache-cache, pendant que cela vous amuse encore.

Oghérof entre, plein de galanterie pour sa belle-sœur, qu'il appelait exprès madame Avérief. Nastia oubliait à tout moment de répondre à ce nom, ce qui jetait le prince dans des accès de fou rire. Jamais on n'avait tant ri dans la grande salle à manger. Les vieux serviteurs eux-mêmes en paraissaient tout surpris.

— Quelle gaieté ! dit madame Avérief pendant une accalmie ; cela me rajeunit de voir cette jeunesse.

— Eh bien grand'mère, ce sera tous les jours comme cela, dit joyeusement son petit-fils. Et quand nous aurons des enfants, ce sera bien autre chose!

Marthe elle-même ne put résister à cette fougue de gaieté contagieuse. D'ailleurs, sous la douleur de l'irréparable, elle sentait la joie intime de pouvoir estimer celui qu'elle avait méprisé. Elle était si paisible dans son âme, que la présence de son mari ne la dérangeait pas de son rêve : — depuis si longtemps, du reste, il avait cessé d'appartenir à sa vie !

Elle entra chez elle dans cette disposition d'esprit. Le prince avait disparu vers neuf heures, comme toujours. Elle se mit au lit et s'endormit d'un doux sommeil.

Elle rêva qu'elle marchait dans l'avenue du bord de l'eau, où elle avait attendu Michel, le jour anniversaire de ses vingt ans. Il venait à sa rencontre, transfiguré, radieux, et comme elle lui tendait la main...

— Non, lui disait-il, je suis un rêve, mes mains sont deux rayons de soleil, on ne peut les saisir: mais je vais rester ici à jamais, et les fleurs de votre jardin ne se faneront plus.

Et elle restait devant lui en extase, pendant que la chaleur des rayons de soleil pénétrait doucement son cœur engourdi et le noyait dans un indicible bien-être.

Elle s'éveilla encore charmée de son rêve; la réalité n'était pas si belle, mais la vie cependant lui paraissait bien meilleure que la veille. Elle s'habilla sans se presser et trouva son mari, qui déjeunait dans la salle à manger.

Pauline entra bientôt: elle s'était fait une loi de ne jamais précéder la princesse dans la salle à manger; ce moment de sécurité lui permettrait bien des petites observations qui auraient été difficiles sans cela. D'ordinaire son empressement ne se laissait pas refroidir par l'indifférence de Marthe, mais, ce matin-là, l'indifférence lui parut plus méprisante que dédaigneuse. Sans rien témoigner de ses impressions, elle commença à déjeuner modestement, comme un oiseau qui picore çà et là quelque grain oublié.

— Vous ne savez pas, Marthe, dit tout à coup le prince, j'ai rencontré hier Paul Avérief chez le confiseur avec une très-jolie petite fille.

Pauline resta bouleversée, la fourchette en l'air. Elle avait oublié Paul Avérief et la petite, dans l'ardeur de ses combinaisons. Comment ! ils étaient à Pétersbourg, et la gouvernante ne lui en avait rien dit, ne lui avait pas écrit, n'était pas venue la voir ! Elle arrêta le cours de son indignation pour écouter la réponse de la princesse.

— Je l'ai vue chez madame Avérief, disait Marthe. Elle est charmante. C'est sa fille.

Sa fille !..., Pauline ressentit une sorte de choc semblable à celui que donnerait un bélier démantelant une forteresse. Marthe était si calme et parlait si doucement, que la demoiselle de compagnie se hasarda à jeter un coup d'œil de son côté. La princesse remuait son thé avec la petite cuillère sans la moindre émotion apparente.

— Je ne savais pas qu'il eût une fille, dit le prince ; mais il n'était pas marié! Ou bien il est peut-être veuf... Je croyais, continua-t-il, que c'était Michel qui avait un enfant de la main gauche : on avait parlé de cela dans le temps.

— Pure calomnie, répondit le princesse avec la même douceur de voix, la même tranquillité dans le geste : des gens mal intentionnés ont répandu ce bruit pour lui nuire.

— Lui nuire ? répéta le prince. En quoi ?

— Pour l'empêcher de se marier peut-être, je ne sais pas.

— Oh !...fit le prince en haussant les épaules.

Il trouvait sa femme bien naïve; mais après tout, comme femme elle avait raison. Cependant ce n'est pas un enfant ni plusieurs qui l'eussent empêché de se marier, lui.

— Alors l'enfant était à Paul ?

— Oui, M. Avérief m'a dit hier que son frère le lui avait amené de l'étranger après la mort de la mère.

— Oui, oui, je me souviens, vaguement. Ah ! Michel le lui a amené ? Ça a dû être drôle ! Je vois d'ici Michel en bonne d'enfant.

Oghérof éclata de rire, — et Marthe avait le cœur si léger, qu'elle se mit à rire avec lui. Pauline, s'apercevant qu'elle était seule à garder son sérieux, fit entendre un petit rire sec et nerveux... La princesse se tourna subitement vers elle.

— Vous êtes malade, Pauline ? lui dit-elle.

— Moi, princesse ? non... Pourquoi ?

— C'est que vous riez comme une personne qui va avoir une crise de nerfs.

— Non, je me porte parfaitement.

— Tant mieux ! fit Marthe d'un air dégagé, et elle se retourna vers son mari pour lui donner une demi-douzaine de commissions.

Pauline se glissa hors de la salle à manger, mit à la hâte un chapeau et une pelisse; elle prit un drojki à l'heure. S'étant préalablement fait conduire au bureau des adresses, elle se procura une indication exacte de la demeure de Paul Avérief. Une fois là, elle pénétra dans la cuisine par l'escalier de service et demanda la gouvernante.

Celle-ci parut sur-le-champ, et, sans témoigner beaucoup de surprise, elle emmena Pauline dans sa chambre. Avérief venait de sortir avec sa fille, l'occasion était excellente pour s'expliquer.

— Comment, lui dit Pauline de son contralto le plus pathétique, je vous tire de l'obscurité, je vous fais avoir des émoluments inespérés, dans une bonne maison où l'on vous traite bien, où vous aurez une pension de retraite si vous savez vous y tenir, — et vous me trahissez, moi, votre bienfaitrice, une compatriote... Ah ! Marguerite, cela n'est pas bien ! Votre premier devoir n'était-il pas de me prévenir de ce retour inattendu ?...

— Pardon, mademoiselle Pauline... dit poliment la gouvernante en arrêtant cette effusion qui menaçait d'être longue.

Elle s'était affinée avec des gens bien élevés; sa tournure et son langage avaient, sinon beaucoup de distinction, au moins à peu près la correction désirable.

— Pardon, mademoiselle Pauline, vous parlez de bienfait et de trahison : il est vrai que je vous dois mon entrée dans cette maison; mais depuis, M. Michel et M. Avérief sont aussi devenus mes bienfaiteurs, M. Avérief surtout. Lorsque vous m'avez dit de vous écrire ce qui se ferait chez nous, je ne savais pas ce que c'était que d'être gouver-

(*A suivre*).